

Paul Quilès, figure socialiste et ancien ministre de François Mitterrand, est mort

Le Monde, 24 septembre 2021

Directeur de campagne du candidat socialiste lors de la victoire de 1981, il avait ensuite occupé plusieurs ministères jusqu'en 1993. Il est mort vendredi à l'âge de 79 ans.

Il avait longtemps accompagné François Mitterrand, dont il était le directeur de campagne lors de sa victoire à l'élection présidentielle en mai 1981. L'ancien ministre Paul Quilès est mort, vendredi 24 septembre, à l'âge de 79 ans, a annoncé l'une de ses filles, Emmanuelle Quilès, au Monde et à l'Agence France-Presse (AFP). « Mon père s'est éteint ce matin à Paris. Il s'est battu jusqu'au bout comme il l'avait toujours fait dans sa vie pour les autres », a-t-elle déclaré à l'AFP.

Sa mort avait été annoncée par erreur le 21 septembre par le président du conseil départemental du Tarn, Christophe Ramond, et reprise par plusieurs médias, dont Le Monde.

Figure des gouvernements socialistes

Fils d'un officier et d'une institutrice, Paul Quilès est né le 27 janvier 1942 à Saint-Denis-du-Sig, en Algérie française. Après Polytechnique, il est jusqu'en 1978 ingénieur dans le secteur énergétique auprès de la compagnie pétrolière Shell. Parallèlement, ce catholique de gauche, ancien de la Jeunesse étudiante chrétienne, entre au PS en 1972 et milite dans le courant mitterrandiste. Son ascension politique prend un véritable essor en 1981, quand il devient le directeur de la campagne présidentielle de François Mitterrand qui, en mai, accède à l'Élysée.

Il fut ensuite une figure des gouvernements socialistes, dans lesquels il occupa de multiples portefeuilles : logement (1983-1985 puis 1991-1992); transports (1984-1985 puis 1991-1992); défense (1985-1986, en

remplacement de Charles Hernu, démissionnaire à la suite de l'affaire du Rainbow-Warrior); postes et télécommunications (1988-1991); intérieur (1992-1993).

Il fut ensuite député de la première circonscription du Tarn de 1993 à 2007, ainsi que maire de la commune tarnaise de Cordes-sur-Ciel, de 1995 jusqu'aux dernières élections municipales, en 2020.

En 1997, il fut élu président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale et, l'année suivante, il préside la mission d'information parlementaire sur le Rwanda.

Ce père de trois enfants était le président de l'organisation Initiatives pour le désarmement nucléaire, visant à « l'édification d'un monde plus sûr ». Il avait écrit, seul ou en collaboration, trois ouvrages sur la question : Nucléaire, un mensonge français, Arrêtez la bombe! et L'illusion nucléaire.

« Un homme engagé »

Emmanuel Macron a rendu hommage à « un grand serviteur de l'Etat », saluant un « ténor du socialisme » et un « pilier de la République ». Paul Quilès « était un homme engagé », a souligné l'ancien président François Hollande. « Il a servi l'Etat avec

une grande compétence. Il défendait avec courage ses convictions, quitte à bousculer les idées reçues. Il avait une passion pour Cordes-sur-Ciel et pour le département de Jaurès. »

Il était un « infatigable républicain, fidèle compagnon du président Mitterrand », a ajouté le président de l'Assemblée nationale, Richard Ferrand. « Paul Quilès était un ami. Socialiste avec des convictions profondes et un tempérament. Nous avons travaillé ensemble sur le Rwanda, a précisé l'ancien premier ministre et ex-ministre de l'intérieur Bernard Cazeneuve. Il demeurera un symbole de sincérité et de courage. »

Christophe Castaner, président du groupe La République en marche à l'Assemblée nationale et ancien ministre de l'intérieur, a rendu hommage à un « grand serviteur de l'Etat, homme de gauche ». « Ministre des transports, il fit de la sécurité routière son combat. Les vies qu'il a sauvées se comptent par milliers. Il avait voué la sienne à la France », a ajouté le ministre délégué aux transports, Jean-Baptiste Djebbari.

Paul Quilès fut « un brillant et dévoué homme d'Etat. Le Tarn et Cordes-sur-Ciel perdent un élu, un militant, pleinement engagé pour les territoires ruraux et la justice sociale », a réagi la présidente socialiste de la région Occitanie, Carole Delga.